Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-Le-resultat-d-une-destabilisation-menee-de-longue-date>

Venezuela : « Le résultat d'une déstabilisation menée de longue date »

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 4 janvier 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Les législatives du 6 décembre montrent que si le Venezuela est une dictature, elle est très mal organisée », affirme le journaliste Maurice Lemoine, répondant aux critiques qui ont souvent pointé du doigt le pays latino-américain. Interview suite à la victoire de l'opposition dans les urnes dimanche dernier.

Aux élections législatives de dimanche dernier, l'opposition vénézuélienne, rassemblée dans la MUD (mesa unidad democratica), a gagné 112 des 167 sièges du parlement national, contre 55 pour le PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela), parti du président Nicolas Maduro. Une première après plus de 15 ans de chavisme. Si la victoire de l'opposition était pressentie, elle n'était pas forcément attendue dans une telle ampleur. Atteignant la majorité qualifiée, celle-ci a en effet les cartes en main pour bousculer l'héritage de l'ex-président Hugo Chavez. Maurice Lemoine, journaliste, ancien rédacteur en chef du Monde Diplomatique, spécialiste de l'Amérique Latine et auteur de l'ouvrage « *Les enfants cachés du général Pinochet, Précis de coups d'Etats modernes* », paru en avril dernier, nous livre son analyse.

Quelle a été votre première réaction suite aux élections du 6 novembre ?

Maurice Lemoine Trois jours avant, j'ai écrit un texte dans lequel j'affirmais que le résultat était incertain et que l'opposition pouvait gagner. En ce sens la surprise n'était pas totale. C'est l'ampleur du résultat qui est surprenante. A un niveau plus personnel, j'ai eu une réaction de colère, car il est évident que cette victoire est le résultat d'une déstabilisation du Venezuela menée de longue date, pratiquement depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez. On se souvient notamment du coup d'Etat de 2002 contre lui. Cette déstabilisation d'un pays progressiste a fini par réussir, et par la voie la plus satisfaisante pour ses promoteurs, puisque c'est la voie démocratique.

Pouvez-vous préciser ? Qui sont les acteurs de cette déstabilisation ?

Elle est passée en grande partie par ce que j'appelle la « classe politico-médiatique ». Il y a, de manière évidente et de longue date, une campagne médiatique absolument spectaculaire contre le Venezuela. Dans le cas des élections du 6 décembre, l'opposition a annoncé avant le scrutin que si elle ne gagnait pas, c'est qu'il y avait forcément fraude, et les médias dominants ont largement relayé cette hypothèse. L'équation était la suivante : soit l'opposition gagne, soit les chavistes gagnent et leur victoire est immédiatement remise en cause par des manifestations de rue et de la violence. Les chavistes n'avaient pas le droit de l'emporter ! Il faut noter que ce phénomène n'est pas nouveau. Systématiquement, lors de chaque élection, l'opposition a contesté les résultats et mis en cause le Conseil national électoral (instance chargée du déroulement des processus électoraux, ndr.) à chaque fois qu'elle perdait. Aujourd'hui, curieusement, celui-ci n'est pas critiqué !

Avez-vous d'autres exemples ?

Selon les médias dominants, le gouvernement vénézuélien aurait également refusé des observateurs internationaux, ce qui est faux. Le pays a rejeté à juste titre une présence de l'*Organisation des Etats Américains* (OEA) et de l'*Union Européenne*, mais des observateurs de l'*Union des nations sudaméricaines* (UNASUR) étaient là, et ils ont validé l'élection. Si les chavistes avaient gagné, on aurait cependant probablement dit qu'il n'y avait pas d'observateurs internationaux ! Cela dit, il ne faut pas non plus voir une conspiration de la part des médias. Malheureusement il n'y en a pas besoin ! Il est tout simplement très difficile de tenir un autre discours. Personnellement, je ne fais que raconter la situation, mais à chaque fois qu'on a mis en évidence que le chavisme avait gagné, on s'est fait traiter de suppôt de la dictature. Les législatives de dimanche montrent pourtant que si le Venezuela est une dictature, elle est

très mal organisée.

L'opposition et de nombreuses voix critiques dénoncent l'existence de prisonniers politiques, qu'en est-il ? Quelle est votre position sur le sujet ?

Personnellement, je suis plutôt pour la démocratie ! Si les médias faisaient leur travail, la question ne se poserait pas. Si on prend l'exemple de Leopoldo Lopez (leader de l'opposition récemment condamné, ndlr.), on peut effectivement se demander si 14 ans de prison ne sont pas excessifs. Mais la condamnation, elle, est complètement légitime. Après avoir été vaincus par les urnes en février 2014, plusieurs membres de l'opposition dont Leopoldo Lopez ont lancé l'opération « *La Salida* », qui n'était pas une manifestation pacifique mais une intervention extrêmement violente dont l'objectif était de pousser Maduro à la démission. La guérilla urbaine provoquée a fait 43 morts et entre 600 et 800 blessés. Pourtant, Maduro, tout comme les maires et les gouverneurs de régions contestées avaient été élus démocratiquement. C'est pour l'instigation de ces événements que Leopoldo Lopez a été condamné. L'expression « prisonnier politique » désigne une personne emprisonnée pour ses opinions. Leopoldo Lopez est un homme politique emprisonné, mais pas un prisonnier politique.

Vous parlez beaucoup de facteurs externes. N'y a-t-il pas aussi des facteurs internes qui ont contribué à la victoire de l'opposition ?

Il est évident que le gouvernement Maduro a aussi commis des erreurs. Le pays fait en particulier face à un problème énorme qu'il n'a pas été capable de résoudre, celui du contrôle des changes. Celui-ci avait été introduit pour juguler la fuite des capitaux et endiguer le marché noir, mais aujourd'hui, on se trouve dans une situation inextricable avec quatre taux du dollar différents. C'est un problème majeur. Ensuite il y a l'incapacité du gouvernement Maduro (mais aussi Chavez avant lui) de faire sortir le pays de sa dépendance au pétrole. Même si malgré cela, le gouvernement a réussi à sauver les meubles. Par exemple, de nombreux logements sociaux ont été construits ces trois dernières années. Il faut aussi dire que la construction d'une industrie nationale n'est pas forcément quelque chose de facile, d'autant plus dans un système mondialisé.

Que voulez-vous dire ?

Par exemple, pour échapper à la domination des Etats-Unis d'Amérique, nombre de pays sudaméricains se sont tournés vers la Chine, qui constituait un marché pour leurs matières premières. En échange, il n'était pas possible de fermer les frontières aux produits chinois, ce qui a rendu difficile la reconstruction d'une industrie. Ces problèmes ne concernent cependant pas seulement les gouvernements de gauche. Ce qui a été le plus déterminant, c'est toutefois la déstabilisation économique qui a eu lieu. La disparition du papier hygiénique dans un pays comme le Venezuela ne tient pas debout. Les pénuries, cela s'organise ! Depuis deux ans, les méthodes qui ont été mises en oeuvre au Chili de 1971 à 1973 pour remplacer Salvador Allende ont été répliquées au Venezuela. Les pénuries ont été organisées de manière à épuiser et décourager la population. Dans beaucoup d'endroits, il faut quatre heures pour faire ses courses car il n'y a pas de farine, pas de papier hygiénique, il faut aller le chercher ailleurs, etc... même les plus chavistes s'épuisent. A un moment, ils se disent « si on vote pour le PSUV, on en a encore pour 10 ans ! ».

Certains observateurs affirment qu'avec les programmes sociaux, de nombreuses personnes sont sorties de la pauvreté et consomment plus, ce qui pourrait aussi expliquer les pénuries. Quelle est votre opinion ?

Ces propos sont corrects. Prenons un exemple. Lorsque Chavez est arrivé au pouvoir pour la première fois, le Venezuela importait 70% de son alimentation. Le gouvernement a donc lancé une réforme agraire, mais aujourd'hui, le pays continue à importer massivement son alimentation. On pourrait donc croire à un échec de la politique de Chavez. En réalité, la production agricole s'est considérablement accrue, mais comme il y a eu une redistribution de

la richesse et une amélioration du pouvoir d'achat des plus pauvres, la consommation a augmenté elle aussi, si bien qu'il y a encore un manque. Le gouvernement n'y avait pas forcément pensé. Si l'appareil productif ne suit pas, il y a cependant probablement aussi une responsabilité des gouvernements successifs.

Avec une opposition majoritaire au parlement, comment voyez-vous l'évolution des choses. Les programmes sociaux développés par Chavez, par exemple, sont-ils menacés ?

La MUD a obtenu 109 sièges, et il y a trois sièges pour la représentation indigène, qui, selon la MUD, est alignée sur l'opposition. Celle-ci atteint donc la majorité qualifiée de 112 voix, ce qui a des conséquences considérables, puisque cela lui permet d'intervenir dans la vie politique, notamment en ayant la possibilité d'approuver un projet de réforme constitutionnelle ou convoquer une Assemblée constituante, d'émettre des votes de censure contre le vice-président et les ministres (permettant leur destitution), de convoquer un référendum révocatoire contre le Président, d'approuver des lois organiques, et donc d'agir par ce biais sur les programmes sociaux, d'enquêter sur des fonctionnaires publics, etc. Il y a d'ailleurs déjà des déclarations contre la radio et la télévision publiques. L'opposition veut également supprimer le contrôle des prix. Au delà des changements politiques, il y a en outre une crainte de la part de chavistes très impliqués dans les luttes sociales d'une répression sélective. Il s'agira d'être vigilants face à l'éventualité d'une telle évolution. L'opposition n'a toutefois pas de programme et ses différentes factions devront se mettre d'accord, ce qui ne sera pas forcément facile car elle est très divisée.

Est-ce la fin du chavisme ?

Le vote de dimanche dernier est à comprendre comme un vote sanction dans une période particulièrement difficile. Mais si la droite revient largement sur les programmes sociaux après 15 ans de chavisme, je ne suis pas sûr que cela passera comme une lettre à la poste ! Cela pourrait ouvrir la voie à une période de turbulences. Enfin, il faut rappeler que les chavistes sont tout de même encore très présents dans le pays. Dans les processus démocratiques, il y a forcément un moment où l'on perd, à moins d'instaurer un régime de type autoritaire, ce qui n'est pas le cas ici. Et puis il y a des exemples comme celui du Chili, où le dirigeant de droite Sebastian Piñera est arrivé au pouvoir, mais n'a tenu que 4 ans.

Juliette Müller pour

<http://www.gauchebdo.ch/2015/12/10/le-resultat-dune-destabilisation-menee-de-longue-date/>
Gauche Hebdo. Suisse, le 10 décembre 2015.

Post-scriptum :

* **Maurice Lemoine**. Journaliste et ex-rédacteur en chef du Monde diplomatique, Lemoine couvre l'Amérique Latine depuis plus de quarante ans. Derniers ouvrages parus : « Chávez Presidente ! », « Sur les eaux noires du fleuve », « Cinq cubains à Miami » et récemment « Les enfants cachés du général Pinochet » (Editions Don Quichotte, en librairie depuis le 2 avril 2015). Lire l'interview à ce sujet : [Réfléchir avec les latinoaméricains](#)